



COMMUNE DE FONTENAY-TRÉSIGNY

DOSSIER : N° DP 077 192 23 00004

Déposé le : 06/01/2023

Dépôt affiché le : 06/01/2023

Demandeur : SAS VITALENERGIE

Nature des travaux : installation de 16 panneaux photovoltaïques (26.77 m²)

Sur un terrain sis à : 7 RUE DE LA POTERNE à Fontenay-Trésigny (77610)

Référence(s) cadastrale(s) : 77192 A 516

ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023-016

DE NON-OPPOSITION A UNE DÉCLARATION PRÉALABLE AU NOM DE LA COMMUNE de Fontenay-Trésigny

Le Maire de la Commune de Fontenay-Trésigny

Vu la déclaration préalable présentée le 06/01/2023 par SAS VITALENERGIE, demeurant 202 à CLICHY (92110),

Vu l'objet de la déclaration :

- pour l'installation de 16 panneaux photovoltaïques d'une surface de 26.77m² surimposés à la toiture (dimension d'un panneau : hauteur 1.665m, largeur : 1.005m, épaisseur : 335mm, de couleur noir, d'une puissance de 5280 Wc, en autoconsommation).
- sur un terrain situé 7 RUE DE LA POTERNE à Fontenay-Trésigny (77610),

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 12/10/2018, révision allégée n°1 en date du 24/09/2020, modification simplifiée n°1 en date du 23/09/2022,

ARRÊTE

Article 1 : Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable susvisée.

Fait à Fontenay-Trésigny,
Le 17 janvier 2023



Pour le Maire empêché,
Le 1^{er} Adjoint,
Alexandre CARON

NOTA BENE : La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes et de participations d'urbanisme. Vous recevrez un avis d'imposition de la part des services de l'Etat ultérieurement.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le Tribunal Administratif de Melun, sis 43 avenue du Général de Gaulle case postale 8630 77008 Melun Cedex, d'un recours contentieux. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible sur le site Internet www.telerecours.fr.

Durée de validité de l'autorisation :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de l'autorisation est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.